

# Saper la démocratie, mode d'emploi



PAR JEAN-PAUL MARTHOZ  
Directeur éditorial  
d'*Enjeux internationaux*

De Bruxelles à Washington, les gouvernements plastronnent et se congratulent. Face aux fous de Dieu et aux staliniens inoxydables qui menacent de vitrifier leurs ennemis sous des salves nucléaires, face aux dictatures qui embastillent leurs dissidents et aux nouveaux tsars qui vont « *buter les terroristes jusque dans les chiottes* »<sup>(1)</sup>, l'Europe et les Etats-Unis ont l'âme en paix et la conscience tranquille : les droits de l'Homme sont le socle de l'Union européenne et un élément essentiel de sa politique extérieure ; la liberté est la valeur suprême de l'Amérique et le produit d'exportation dont elle est la plus fière.

Cette bonne conscience, toutefois, masque d'autres réalités qui se prêtent à moins de grandiloquence. La politique extérieure des démocraties est redevenue le lieu de toutes les concessions. Au nom de la *realpolitik* et des « grands contrats », l'Europe des Lumières s'empresse d'amadouer Poutine ou Hu Jintao. Les yeux rivés sur les puits de pétrole, le « *Land of the Free* » s'obstine à courtiser l'Arabie Saoudite ou le Kazakhstan. A quoi sert la démocratie, si ses porte-drapeaux, à peine sortis de leurs frontières, se courbent devant les tyrans ?

Comme à l'époque de la Guerre froide, les droits de l'Homme sont de nouveau à géométrie variable. La thèse éculée de l'ancienne ambassadrice de Reagan aux Nations unies, Jeane Kirkpatrick, sur les « *bons et les mauvais dictateurs* » est ressortie des vieilles malles et justifie toutes les collusions et toutes les incohérences. La guerre contre le terrorisme et la nouvelle ruée vers l'or noir imposent aux commis voyageurs de la liberté de rentrer prestement au vestiaire quand le clairon sonne ou le tiroir caisse résonne.

Dans le grand jeu mondial des rapports de force, la complaisance, pourtant, ne paie pas. Comme le signalait Pierre Haski, à l'occasion du récent voyage de Jacques Chirac en Chine,

le *kowtow*, la politique de la courbette, n'a pas servi les intérêts français<sup>(2)</sup>. Les danses serviles auxquelles se prêtent les dirigeants européens dans les salons de Beijing n'ont jamais déridé aucun capitaliste rouge. Les révérences européennes à l'égard de Poutine n'ont absolument rien changé à la volonté de ce dernier d'utiliser son gaz comme instrument de chantage.

Notre attitude à l'égard des régimes étrangers est un baromètre de nos convictions démocratiques à l'intérieur de nos propres frontières. On ne peut pas séparer hermétiquement, hypocritement, la politique intérieure de la politique extérieure. Or, ces dernières années, des éclats de dictature se sont enkystés dans nos démocraties.

C'est en proclamant que les terroristes détestent les valeurs américaines de liberté que l'administration Bush édicte des lois « *illibérales* »<sup>(3)</sup>. C'est en se drapant dans sa « *différence démocratique* » par rapport aux satrapies arabes que le gouvernement israélien accueille en son sein un parti d'extrême droite. C'est en se référant à leur lutte passée contre le totalitarisme communiste que les dirigeants polonais imposent leur autoritarisme borné et leur politique du soupçon.

« *Distribuer des coups de poignard au nom de la liberté*, écrivait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle le poète cubain José Martí, *c'est planter un poignard dans le cœur même de la liberté.* » Comme les civilisations, les démocraties sont mortelles et les risques qui pèsent sur elles proviennent moins de leurs ennemis extérieurs que de ceux qui, en leur sein, se réclament bruyamment de leurs vertus pour mieux s'en exempter.

(1) Expression de Vladimir Poutine à propos de la Tchétchénie.

(2) « L'échec de la stratégie de la complaisance », *Libération*, 25 octobre 2006.

(3) ZAKARIA Fareed, *L'avenir de la liberté. La démocratie illibérale aux Etats-Unis et dans le monde*, Odile Jacob, Paris, 2003, 339 pages.